

# « LA FRANCE EST COLONISÉE PAR SON PROPRE ÉTAT »

INTERVIEW DE CHARLES GAVE  
PAR THIERRY OPIKOFER

**Charles Gave**, économiste  
et entrepreneur français.



**C**harles Gave, économiste et entrepreneur français, fait partie de ces penseurs qui sont aussi des hommes d'action, de ces libéraux qui exècrent autant les dogmes socialistes que les dérives des castes élitaires, qu'elles soient étatiques ou financières. Issu de l'Université de Toulouse, formé également aux USA, ayant vécu vingt-cinq ans en Grande-Bretagne, habitant aujourd'hui à Hong Kong, il a aussi longtemps correspondu avec Milton Friedman, Nobel d'économie, qui préfacera son premier ouvrage, « Des lions menés par des ânes » (2003).

Charles Gave a créé plusieurs sociétés de recherche et d'investissement. Aujourd'hui (après une courte retraite de quelques mois), il dirige avec son ami Anatole Kaletsky et son fils une société de recherche et de conseil en gestion de portefeuilles qu'il préside à Hong Kong. GaveKal conseille près de 900 institutions dans le monde.

Charles Gave ne se contente pas de délivrer ses conseils financiers à des dizaines de groupes internationaux et de gouvernements, il veut aussi que les particuliers et les citoyens puissent avoir accès à ses idées et à ses commentaires. Il a ainsi fondé à Paris, avec sa fille et quelques amis chefs d'entreprise, l'Institut des Libertés, « think tank » libéral<sup>1</sup> d'accès libre à tout un chacun, et aide autant qu'il le peut l'Institut de Formation Politique créé par Alexandre Pesey voilà plus de dix ans. Son objectif déclaré est de recréer une saine concurrence dans le domaine des idées, tant il trouve que la pensée unique générée par un système éducatif obsolète est objectivement nocive au relèvement de la France.

Une France sur laquelle il porte un regard à la fois affectueux – on est fils d'officier ou on ne l'est pas – et cruellement lucide. Comme il le dit avec émotion, il a « mal à la France ».

Charles Gave incarne un libéralisme qui n'a rien à voir avec la caricature ploutocrate que d'aucuns, y compris dans les rangs libéraux, ont en tête. Exprimant sa pensée sans ambages, tenant chroniques et blog<sup>2</sup>, affichant avec transparence son registre de références, cet homme qui s'est toujours tenu en dehors de la politique fait sans aucun doute partie de ceux qui pourraient réhabiliter intellectuellement un sain gouvernement de nos sociétés, où l'Etat, revenu dans ses fonctions régaliennes, jouerait pleinement, mais exclusivement, son rôle. ■ ▶▶

<sup>1</sup>[www.institutdeslibertes.org](http://www.institutdeslibertes.org)

<sup>2</sup><https://faillitedeletat.wordpress.com>



INTERVIEW DE CHARLES GAVE,  
ÉCONOMISTE ET ENTREPRENEUR

– Citant Toynbee, vous dites que le rôle des élites est de relever les défis. Qu'en est-il, dès lors, des élites françaises ?

– Je ferai une comparaison avec la Grande-Bretagne. Le peuple britannique est composé de gens sympathiques et ordinaires et dispose d'une élite capable de prendre de bonnes décisions au bon moment. La France a un peuple de gens intelligents et des élites inefficaces, voire nulles, pour le piloter ! Les Anglais décident et agissent ; il n'y a d'ailleurs même pas besoin d'être intelligent pour cela. En France, on passe des concours étatiques et on cherche à accumuler diplômes et marques de supériorité, l'idéal avoué étant de devenir haut fonctionnaire. Raison pour laquelle les Anglo-Saxons nous roulent systématiquement dans la farine : cela ne les dérange absolument pas de passer pour moins intelligents qu'ils ne sont ; l'important est de l'emporter au final sur l'adversaire ou le concurrent. Plus généralement, la France est un pays colonisé par son propre Etat, qui vampirise la substance de son économie. Il faut donc décoloniser ce pays.

Une Nation est toujours réformable, un Etat jamais. S'appuyant sur le bon vieux principe selon lequel toute réforme se heurte au fatalisme, au « ça ne marchera jamais » – tout en continuant à affirmer qu'« impossible n'est pas français » –, l'Etat français a longtemps bénéficié d'un contrôle confortable des flux d'information et d'argent. Mais depuis quelque temps, ces flux échappent à l'Etat, donc on peut contourner son pouvoir. C'est l'un des objectifs de l'Institut des Libertés.

– Vous aimez citer quatre « géants », sur les épaules desquelles vous annoncez vous placer pour analyser la situation actuelle. Pouvez-vous nous les présenter ?

– Commençons par le Suédois Wicksell, le plus méconnu, qui

a vécu à la fin du XIX<sup>e</sup> et dont la thèse centrale était simple. La croissance économique s'explique par la différence entre deux taux, le taux de marché (celui auquel les entreprises peuvent emprunter) et ce qu'il appelle le « taux naturel », c'est-à-dire le taux de croissance « marginal » des profits de ces sociétés. La question pour tout entrepreneur est « si

**« LA FRANCE A UN PEUPLE DE GENS INTELLIGENTS ET DES ÉLITES INEFFICACES, VOIRE NULLES, POUR LE PILOTER ! »**

j'emprunte un euro de plus, est-ce que mes profits vont augmenter de plus d'un euro, d'un euro exactement ou de moins d'un euro ? ». Selon Wicksell, si les autorités maintiennent le taux de marché trop bas (comme à l'heure actuelle), alors les entrepreneurs emprunteront massivement pour acheter des actifs existants et non pas pour créer de nouveaux actifs. Les prix des actifs existants monteront massivement, mais la quantité d'actifs ne montera pas, puisqu'il est moins dangereux d'acheter ce qui est certain que de créer, à partir de rien, de nouveaux actifs (prise de risque). Les riches (ceux qui ont des actifs) deviennent plus riches, les pauvres (qui n'ont à vendre que leur travail) plus pauvres, l'atmosphère sociale devient irrespirable et un jour le ralentissement de l'économie sera tel que la dette ne pourra plus être servie et que nous aurons un krach. Pour qu'il y ait croissance, il faut donc que les taux d'intérêt de marché soient alignés sur les taux naturels et y restent. Cette analyse décrit exactement les résultats de la politique de la « Fed » américaine depuis 1998. Nous avons déjà eu deux krachs, et j'attends sans trop d'impatience le troisième, qui ne saurait tarder.

– Le deuxième, Schumpeter, vous paraît décrire les élites françaises que vous affectionnez...

– Schumpeter, né en 1883, est en effet le plus grand de ►►

tous. C'est lui qui est à l'origine de la notion essentielle de destruction créatrice. Sans destruction, pas de création et donc pas de croissance. Des taux trop bas, nous dit Schumpeter, maintiennent en vie des sociétés inefficaces et favorisent l'endettement de l'Etat ; donc la destruction s'arrête, et la création avec elle. Selon Schumpeter, le capitalisme permet un déve-

« ON IMAGINE LE DRAME. BHL, MINC, ATTALI  
PAYÉS À LEUR VRAIE VALEUR... »

loppement foudroyant de la richesse, qui entraîne des investissements énormes dans l'éducation. De nouvelles classes de « faux lettrés » créés par ce développement ne trouvent pas d'emplois conformes à la valeur qu'ils se donnent et se lancent en politique pour « améliorer le système », c'est-à-dire pour empêcher la partie qu'ils haïssent par-dessus tout, la destruction. On imagine le drame. BHL, Minc, Attali payés à leur vraie valeur... Bien entendu, le Parti socialiste français et M. Hollande en sont d'autres parfaits exemples. Une majorité qui s'agrège pour rendre le vol légal en le transformant en impôt ne change pas le fait qu'un vol reste un vol.

– Plus contemporain, l'Américain Minsky, mort en 1996, traite du problème crucial de la dette. Nous mène-t-elle à l'abîme ?

– Minsky a parfaitement compris le rôle de la dette dans l'évolution de l'économie, qui se déploie toujours en trois phases : d'abord les emprunteurs s'endettent pour développer des actifs productifs, la rentabilité de ces investissements permettant le service de la dette et son remboursement *in fine*. Le système est stable. Puis vient la deuxième étape, où les gens s'endettent pour bâtir de nouveaux actifs ou en acheter des anciens en empruntant autant qu'ils le peuvent tant que la rentabilité de l'actif permet le service de la dette, plus personne ne se préoccupe du remboursement du capital *in fine*. Le système devient instable et ne peut supporter la

moindre hausse des taux d'intérêt. Vient enfin la période dite « de Ponzi », où tout le monde emprunte pour payer les intérêts sur la dette existante, plus personne ne songeant même à rembourser le capital. Et là, bien sûr, le système devient explosif. On voit bien que le secteur privé est sans doute en deuxième période, tandis que les Etats français, italien ou espagnol sont en plein « Ponzi ».

– Vient enfin celui que même les profanes connaissent bien, au moins de nom, Friedrich von Hayek.

– C'est sans doute beaucoup plus un philosophe qu'un économiste. Il a mis à jour le concept de la « présomption fatale ». L'évolution harmonieuse d'une société suppose que celle-ci évolue à un rythme qui vient de ses profondeurs. Malheureusement, de temps en temps arrivent des législateurs qui ont des idées bien arrêtées sur la façon dont la société devrait être organisée, par rapport à la façon dont elle l'est vraiment. Ces grands esprits, tous nourris au lait de Rousseau, Marx ou Bourdieu, passent des lois pour non seulement imposer leur nouvel ordre, mais détruire l'ordre existant, ce qui inéluctablement provoque désastre sur désastre. Surtout lorsqu'on y ajoute le constructivisme, très prisé en France.

– Depuis 2010, date de la publication de votre essai « L'Etat est mort, vive l'Etat ! », la situation a-t-elle continué à se dégrader ? Comment pourrait-on redéployer l'Etat ?

– En 2015, nous nous trouvons dans une impasse budgétaire. La dette atteint quelque 97,5 % du PIB français. L'arrivée aux manettes européennes d'un Draghi n'est pas encourageante ; on ne peut pas gagner à un jeu dont les règles changent constamment en cours de partie. Contrairement à ce que semblent penser les gouvernements et les banques centrales, un système économique sans risque n'existe pas. Nous allons recevoir une gigantesque claque lorsqu'il deviendra impossible d'arrêter la machine devenue incontrôlable.

– On constate depuis des années que les tentatives de réformes se heurtent à de fortes résistances – on se souvient des manifestations contre le plan Juppé, des difficultés rencontrées par Nicolas Sarkozy avec les ►►

**retraites, etc. Est-ce une fatalité française ?**

– Il faut se souvenir qu'Alain Juppé s'est « couché » tout de suite avec son projet touchant au droit du travail. Son idée suivante, celle de nationaliser la Sécurité sociale, projet voté par l'Assemblée nationale, a aussi été une catastrophe. En fait, ce grand personnage est l'archétype de ceux qui nous ont mis dans la situation où nous nous trouvons. Le système de cocotte minute est en place, mais je ne pense pas que ce soit dans les effectifs actuels des responsables politiques que l'on trouvera une chance de changement ; il faudra que cela vienne de la société civile.

**– Vous qui travaillez sur d'autres continents, comment évaluez-vous la situation des Etats-Unis, dont l'influence sur les autres économies, voire sur les autres sociétés, est décisive ?**

– Il est évident pour moi que la fin des années Clinton a marqué une dérive vers un pouvoir quasi exclusif de la Fed, la banque nationale américaine qui gouverne au profit des grands financiers, des ploutocrates. Du côté européen, ce n'est pas plus rassurant avec un Mario Draghi qui a œuvré comme haut fonctionnaire à la tête du budget italien, puis au sein de Goldman Sachs, à la Banque centrale d'Italie et enfin à la Banque centrale européenne. Je n'hésite pas à dire qu'aujourd'hui, dans tous les pays démocratiques, le pouvoir financier a été confisqué par des gens douteux. C'est une véritable régression démocratique. Le libéralisme n'a rien contre un Etat fort, à condition qu'il reste à sa place et assume son rôle. Tel n'est pas le cas, et même de moins en moins. Quant au socialisme, il est désormais quasiment équivalent à l'étatisme le plus obtus. En outre, les partis socialistes s'acharnent à imaginer une société où l'oisiveté et l'inaction devraient être subventionnées, ce qui n'a jamais été possible et ne le sera jamais.

**– Un des problèmes est que les Etats désargentés ont besoin de numéraire et que la charge fiscale augmente...**

– Mon principe est que l'impôt doit toucher tout le monde. Cette obligation ne doit être levée pour personne. C'est un principe d'équité, de dignité et de solidarité. Si l'on est très pauvre, on paie peu d'impôt, mais on n'est pas exempté, ni

totalelement assisté. Il y a une parabole dans l'Evangile que j'affectionne, c'est celle où quelqu'un qui ne paie pas son loyer se fait trucider... Chacun doit contribuer, mais certains ne doivent pas non plus bénéficier de privilèges indécents. Je trouve scandaleux que certains hauts commis de l'Etat puissent faire leur carrière politique tout en continuant aussi

**« L'EURO EST UNE ERREUR,  
C'EST UNE MONNAIE  
QUI N'A PAS DE LÉGITIMITÉ. »**

à accumuler ancienneté, points de retraite, voire salaire de l'administration, qui leur garde leur place au chaud, au cas où ils voudraient s'y réinstaller entre deux mandats ou suite à un revers électoral. Enfin, il va sans dire que je juge la charge fiscale globale beaucoup trop élevée, d'autant que l'Etat est incapable de réduire ses dépenses.

**– Les commentateurs aiment à distinguer des courants et des tendances au sein des partis, pour ne pas parler des majorités d'alliance. Certains socialistes sont dits « sociaux-démocrates », certains élus de droite « sociaux-libéraux », par exemple. Pour vous, la gauche et la droite française ont-elles une gestion et une pratique différentes en termes d'économie ?**

– Il suffit de placer côte à côte deux tableaux illustrant le poids du secteur étatique, le poids de l'Etat sur le travail, dans l'économie nationale, l'un en Grande-Bretagne, l'autre en France. Vous constaterez qu'au Royaume-Uni, l'impact étatique évolue en fonction des gouvernements, la courbe sur deux décennies évoquant des montagnes russes. En France, vous observerez une belle ligne régulière et ascendante. Pas le moindre changement de cap, que ce soit la droite ou la gauche qui gouverne, l'Etat dévore le pays. J'en viens à croire que ce que nous appelons chez nous la droite ►►

est à la gauche des travaillistes anglais et naturellement des démocrates américains.

– Il y a des gens qui se situent plus à droite, ou plus à gauche, de l'échiquier politique, et qui professent que l'euro est une abomination, que la France devrait jouer cavalier seul. Je pense évidemment aux Le Pen et Mélenchon, voisins improbables de position, et à qui une fraction appréciable de la population française donne raison sur ce point.

– L'euro est une erreur, c'est une monnaie qui n'a pas de légitimité. Une Nation, c'est la volonté de vivre ensemble, nul besoin de l'expliquer à une revue suisse ! Cette Nation reconnaît à l'Etat le monopole de la violence légitime, pour assurer la sécurité, la défense et les intérêts du pays. En échange, l'Etat prélève l'impôt, dans la monnaie du pays

dont il est garant. On a là deux faces de la même réalité, la monnaie et la défense des intérêts du pays. Avec l'euro, nous avons affaire à une monnaie qui n'a pas de racines, qui ne contrebalance aucune violence, aucune autorité légitime. Les peuples le comprennent et se révoltent. L'Europe est une civilisation, pas un Etat. Au cours de sa longue histoire, il y a eu des empires qui réprimaient ou toléraient l'autonomie des peuples ou des pays, de l'Empire romain à l'Europe chrétienne. En 1998, l'une des obsessions européennes était que l'Allemagne ne devait pas dominer l'Union ; il fallait donc créer l'euro, à tout prix. Le résultat est éloquent... Pour moi, si la Grèce, ou un autre pays, sortait de l'euro et retrouvait une certaine capacité de décision sur son économie, elle se porterait mieux qu'en restant dans la zone euro. Le retour des prix et des conditions de marché redonnent ►►

---

publicité

---



## INTERVIEW DE CHARLES GAVE, ÉCONOMISTE ET ENTREPRENEUR

toujours espoir. Nous parlions tout à l'heure des Américains, mais je peux vous garantir que la Chine réserve au monde financier le même traitement qu'elle a infligé au monde industriel. Et ce pays dispose d'une arme essentielle : une monnaie nationale crédible.

### –Pensez-vous que l'on sous-estime la Chine ?

–Bien sûr ! Les réalités et le potentiel chinois sont sous-analysés en Europe. Je rappelle cette belle phrase de Chou En-lai à Malraux : « Il vous faudrait une Révolution française. » Il avait une vingtaine ou une trentaine d'années d'avance. Un élément clef de la mentalité chinoise est le patriotisme, qu'on retrouve aussi aux Etats-Unis, et qui valorise le travail pour l'économie nationale. Il règne certes là-bas, en bonne harmonie avec l'infrastructure communiste, un capitalisme de connivence ; il faut être copain avec ceux qui sont au pouvoir. Mais l'éducation et l'ardeur au travail sont des valeurs respectées et développées. Les Chinois sont morts de rire lorsqu'on évoque les 35 heures ou l'impôt sur la fortune !

En France, notre système éducatif formait jadis des chevaliers – c'était l'approche des enseignements dominicains – qui remplissaient leur mission de façon individuelle et dans une farouche solitude. Puis il y eut la version napoléonienne, avec des soldats obéissants et valeureux, qui conquéraient ensemble, avec cohésion et esprit de corps. Enfin arriva Mai 68 et les génies devinrent simplement médiocres. Aucun intellectuel d'une certaine dimension n'est plus sorti depuis lors des grandes écoles nationales ! Depuis que le Ministère de la culture a enflé, plus un artiste de grand calibre ne s'est imposé ! Le Centre national de la recherche scientifique, fleuron de notre République, coûte une fortune et ne découvre jamais

rien ! Rappelez-vous Henry Ford, qui disait qu'il pouvait livrer à chacun la Ford T de son choix, à condition qu'elle fût de couleur noire ; le monopole n'a rien de bon. La concurrence n'a pas tardé à imposer la couleur. L'Etat, même quand il fait mine de transformer ses grandes régies en entreprises, ne connaît que des usagers et des administrés, jamais des clients.

**« DANS TOUS LES PAYS DÉMOCRATIQUES,  
LE POUVOIR FINANCIER A ÉTÉ CONFISQUÉ  
PAR DES GENS DOUTEUX. »**

### –Vous jugez donc la France particulièrement mal partie ?

–L'Europe de l'euro accumule tous les handicaps, dans la mesure où l'euro empêche tout positionnement satisfaisant des taux de marché par rapport au taux naturel. Les taux sont donc trop hauts pour l'Italie, la France ou l'Espagne, ce qui amène à une dépression, et trop bas pour l'Allemagne, ce qui entraîne une spéculation financière débridée en Allemagne. Pour combler ce trou de croissance, France, Italie et Espagne se sont lancées dans un « Ponzi » budgétaire débridé, en s'appuyant sur une technocratie d'Etat qui a pris le contrôle de la monnaie pour empêcher toute destruction créatrice. Si vous me permettez une métaphore cycliste, je trouve devant le Suisse, caracolant en tête, ensuite un premier peloton comprenant les Britanniques, Suédois, Danois et Norvégiens, puis les Allemands à la tête d'un groupe de chasse où l'on trouve les Autrichiens, Bataves, Finlandais et autres Belges, et puis enfin ceux qui en sont à rouler ensemble pour ne pas être éliminés, comprenant les Espagnols, les Italiens ou les Portugais soutenant du mieux qu'ils peuvent celui en plus mauvais état, le Français, le Grec ayant été interdit de course pour dopage manifeste. Et pourtant le coureur français est très bon, mais son manager lui a fourni un vélo qui pèse 40 kilos de plus que les autres. C'est donc sans doute en France que la prochaine grande crise commencera. ■